TRAVAILLEURS

Parti pour une alternative communiste P.A.C.

Mensuel – n°28 – Octobre 1985 – 2,00 F

ISSN 0754-281 X

Quelle alternative ?

Jean-Pierre LEMAIRE (FGA)

Jean-Claude LE SCORNET (PSU)

Alain KRIVINE (LCR)

Pierre BAUBY (PAC)

répondent à nos questions :

- **Vos options fondamentales ? Votre identité ?**
- **Quelle analyse de la situation actuelle ?**
- **Quelles perspectives pour 86 et l'après-86 ? Que signifie forger une alternative ?**

En cette rentrée, Travailleurs a connu des difficultés de reparution,
à la fois d'ordre financier et technique.
Nous publions ce numéro, un peu spécial, de quelques pages,
initialement prévues dans un ensemble plus vaste.
Mais l'actualité des interviews recueillies ici
nous a imposé de les publier sans attendre.
Dans les semaines qui viennent, nous sortirons d'autres Travailleurs,
tout en rétablissant la régularité de parution.
Ces Travailleurs, par thèmes, sont en chantier :
– l'un aborde la situation des travailleurs et du mouvement ouvrier
– l'autre traite des colonies françaises,
avec notamment une interview de l'avocat François Roux sur la Polynésie
et une autre de Rosan Adrien Mounien,
Secrétaire général de l'UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens)
– le troisième examine diverses questions institutionnelles
qui viendront au devant de la scène avec mars 86 et l'après-86.
Ce numéro répond à un souci :
clarifier les convergences et différences des diverses politiques organisées
qui participent peu ou prou aux regroupements militants
en constitution dans plusieurs villes et régions ces derniers mois.
Parmi tous les militantes et militants,
syndicalistes, associatifs, antiracistes, pacifistes, anti-impérialistes,
féministes, écologistes, des minorités culturelles et nationales,
qui mettent sur pied en cet automne 85 des « Rencontres alternatives »,
lieux de confrontation et de débat
et aussi tremplins d'actions communes,
il existe des militants du parti des Verts.
Travailleurs regrette que ceux-ci n'aient pas retenu la proposition
de répondre aux trois questions posées ici :
– Vos options fondamentales ? Votre identité ?
– Quelle analyse de la situation actuelle ?
– Quelles perspectives pour 86 et l'après-86 ? Que signifie forger une alternative ?
Questions auxquelles ont répondu :
Jean-Pierre Lemaire pour la FGA (Fédération de la gauche alternative),
Alain Krivine pour la LCR (Ligue communiste révolutionnaire),
Jean-Claude Le Scornet pour le PSU (Parti socialiste unifié)
et Pierre Bauby pour le PAC (Parti pour une alternative communiste).

FGA

J-P. LEMAIRE

Fédération de la gauche alternative

"accélérer l'émergence d'une force politique nouvelle et reconstruire un projet de transformation novateur.."

■ Quelles sont vos options fondamentales ? Comment définissez-vous votre identité ?

La raison d'être de la FGA reste l'émergence d'une force politique nouvelle capable de poser en des termes originaux les questions de la transition vers le socialisme, de commencer à créer les conditions de réponses adaptées et de peser sur la conjoncture et les dynamiques sociales, politiques et culturelles qui la constituent. Ceci réclame d'être traduit en une orientation politique concrète pour les quelques années à venir.

La nouvelle force politique, ses contours, ses principaux thèmes d'activité sont encore largement à définir. Il n'en reste pas moins qu'elle se différenciera fondamentalement des formations ayant tenté d'exprimer les aspirations populaires ces dernières années. C'est vrai tant du point de vue du contenu programmatique et stratégique que de la pratique de la politique et des formes d'organisation. C'est encore plus vrai si on se place dans le contexte de la crise et de ses effets sociaux et si l'on part de l'idée qu'ils définissent le passage d'une période historique à une autre.

Le mouvement de décomposition/recomposition des forces sociales et politiques qui caractérise cette phase s'accompagne de profondes remises en cause « culturelles » qui affectent particulièrement le contenu et les formes des pratiques politiques, ainsi que les modes de vie, la mise en mouvement des forces sociales et les processus de prise de conscience.

La crise du mouvement ouvrier et socialiste n'est pas conjoncturelle. Son dépassement positif implique une longue période d'expérimentation et d'élaboration au cours de laquelle se forgeront progressivement de nouvelles articulations entre les différentes dimensions du mouvement social, de nouvelles formes d'organisation, un nouveau « sens commun » quant à l'identité contemporaine d'un projet de transformation. C'est au cours d'un tel processus que les recompositions politiques et organisationnelles au sein du mouvement ouvrier et des « nouveaux mouvements sociaux » (qui revendiquent à juste titre d'être aussi des « sujets politiques ») que la force alternative pourra voir le jour.

Cette dynamique n'en est encore qu'à ses débuts (c'est le moins que l'on puisse en dire). Il serait faux et dangereux de vouloir en cristalliser un de ses moments comme étant susceptible d'exprimer la physionomie du mouvement : la FGA est toujours essentiellement un processus ouvert, c'est un projet politique en construction. Nous avons pourtant la faiblesse de penser que l'existence de la FGA comme premier regroupement alternatif est un pas en avant positif.

■ Quelle analyse faites-vous de la situation actuelle ?

La situation actuelle reste marquée par une contradiction : d'une part, un affrontement droite/gauche d'autant plus vif qu'il signifie en fait une querelle de personnels politiques pour le pouvoir, d'autre part, derrière cette apparence, une tentative plus profonde de la bourgeoisie pour imposer une nouvelle hégémonie en interaction complexe avec le Parti socialiste. Il ne fait maintenant aucun doute qu'entre 86 et 88 commenceront à se cristalliser institutionnellement au niveau de l'Etat et de la société civile un nouveau type de compromis politique et social, et un paysage politique original. La droite qui a mené de main de maître une guerre de position tout azimut, qui a profondément renouvelé son personnel politique et son programme profite de l'inflexion néo-libérale engagée par les socialistes. Son objectif a été le mieux formulé par R. Barre : *« un nouveau 58 »*.

Derrière ce projet se profile le spectre d'une démocratie à l'américaine où la modernisation du capitalisme se doublerait d'une « modernisation politique » sur fond d'alternance rendue possible par l'élimination de tout courant un tant soit peu radical.

En l'absence d'éléments significatifs de résistance, le risque est grand de voir la scène politique se réduire à l'enjeu de savoir quel projet, celui de la droite recentrée-libérale ou celui d'un PS recentré « post social-démocrate » l'emportera ou plus exactement quel rapport de forces émergera en fin de compte entre les blocs et ainsi quel type de compromis explicite ou non pourra se réaliser entre eux, notamment au travers des institutions.

■ Quelles sont vos perspectives pour 86 et l'après-86 ? Que signifie pour vous forger une alternative ?

A l'évidence, nous inscrivons notre action dans la perspective de la mise en place d'une ligne de résistance aux facteurs de régression que constituerait la réussite des projets du PS et/ou de la droite. Cela signifie qu'il faut tout à la fois accélérer l'émergence d'une force politique nouvelle et reconstruire un projet de transformation novateur et adapté aux conditions spécifiques de lutte dans les sociétés modernes. L'échéance de 86 aurait pu constituer un élément essentiel dans ce dispositif de surgissement d'une identité politique alternative, de commencement d'évolution des rapports de forces. Il est malheureusement à craindre qu'il n'en soit rien : partout, les conservatismes d'appareils s'opposent aux tentatives de renouveau, les volontés hégémonistes des uns, les routines boutiquières des autres, sont autant de freins au dé-

veloppement d'une dynamique de regroupement. Faut-il pour autant baisser les bras? Nous ne le croyons pas. L'existence de plusieurs rassemblements locaux est sans doute l'aspect le plus encourageant de la situation présente. Nous ferons tout pour que ceux-ci constituent l'amorce d'un mouvement alternatif «large» avec ce que cela suppose de liens à tisser avec les forces sociales existantes, d'ancrage dans la réalité locale, de capacité à dépasser les composantes de départ, etc.

Dans ce sens, les élections régionales paraissent être le lieu le plus facile pour que s'expriment des convergences à la base. La FGA tentera donc d'être présente dans la majorité des régions pour y défendre une orientation axée sur les thèmes suivants :

- pour une autre politique économique, contre l'austérité et le néo-libéralisme
- pour l'égalité des droits, contre le racisme
- pour le non-alignement, la solidarité avec le Tiers Monde contre la politique française de grande puissance (en particulier dans le Pacifique)
- pour une défense non-nucléaire, contre la force de frappe et le sur-armement.

En tout état de cause, nous ferons tout pour que les élections permettent aux alternatifs de peser sur les affrontements et les clivages qui ne manqueront pas de caractériser l'après-86.

* Ce texte a été mis en forme par J-P. Lemaire pour la FGA

PSU

J-C. LE SCORNET

Parti socialiste unifié

Réaliste et déterminé.

Notre volonté demeure — ou plutôt redevient depuis notre dernier Congrès national — celle de donner corps, actualité et moyens au projet de société socialiste autogestionnaire.

Face à l'énormité de la tâche au regard des rapports de forces politiques, économiques et idéologiques actuellement en présence, beaucoup ont abandonné. A l'«utopie», ils ont préféré le pragmatisme cynique des réformes «possibles» tandis que d'autres s'enlisaient dans la construction d'avant-garde éclairée, capable de conquérir et gérer le pouvoir au nom des plus larges masses...

Face au rouleau compresseur de l'idéologie libérale et de ses moutures sociales-démocrates, orpheline de certitudes bolcheviques, l'alternative politique et sociale relève plus d'un volontarisme obstiné que de la mise en œuvre d'un programme de transition. D'autant que l'inexistence du mouvement social ne permet même plus de faire illusion : inutile d'attendre des dynamiques de lutte la génération spontanée de perspectives et projets nouveaux.

Dans ces conditions, pourquoi persévérer?

■ D'abord parce qu'on aurait tort de ne pas chercher dans les raisons qui feront la défaite électorale de la gauche en 86 les conditions de l'émergence d'une profonde remise en cause productive. Trop d'illusions, puis de compromis et compromissions caractérisent la prise et la gestion du pouvoir par les gauches traditionnelles pour qu'elles puissent s'éviter une sérieuse rénovation. La permanence d'une expression critique, articulée sur les propositions portées par le mouvement social depuis plus de 20 ans, pèsera alors lourd dans les recompositions à venir, ne serait-ce que pour résister à une nouvelle marginalisation des alternatifs.

■ Ensuite, parce que la juxtaposition d'autoproclamations groupusculaires caricature encore trop aujourd'hui le «mouvement» alternatif pour qu'on ne s'efforce pas de vouloir vérifier la validité d'un projet pariant sur le pluralisme et les pratiques collectives. S'il ne s'agit pas de créer prématurément un pôle alternatif — nouvelle version de la reconstitution d'un parti, antagoniste à ceux de la gauche traditionnelle — agir et s'exprimer de façon coordonnée conditionne notre crédibilité. De ce point de vue, présenter des listes alternatives en 86 capables de dépasser les cartels des anciens de l'extrême-gauche est indispensable.

Aussi, parce qu'il n'est pas désespéré, malgré la persistance des logiques électoralistes et partidaires, de faire converger ceux qui, à défaut de capacité militante, gèrent un électorat significatif — les écologistes — avec ceux qui, malgré leur présence sur le terrain, n'ont plus ou pas de crédit électoral. Cette dichotomie entre action et élection, à laquelle se heurte aujourd'hui l'emergence des alternatifs en France, nous renvoie l'image de nos valses hésitations passées entre l'expression de notre gauchisme — *«élections, piège à cons»* — et celle de notre suivisme institutionnel — *«pour battre la droite»*. Retrouver une identité aujourd'hui, c'est donc **fixer** pour toute la mouvance de la gauche critique — associative, syndicale et politique — celle qui nous affiche ses sympathies, mais qui, en désespoir de cause, vote «utile», **l'image d'une complémentarité indispensable entre projets et pratiques alternatives du terrain aux institutions.**

■ Enfin parce que l'inexistence du mouvement social ne signifie pas renoncement. Les frémissements que l'on peut percevoir, notamment dans la jeunesse, contre le racisme et le colonialisme, le développement de l'engagement individuel sur des bases humanitaires d'aide au Tiers Monde et de défense des droits de l'homme, la persistance d'une réflexion syndicale pluraliste et de pôles de résistance ouvrière, l'action obstinée au niveau de la micro-société civile vis-à-vis des jeunes, des immigrés, des mal-logés, des chômeurs... prouvent qu'à défaut de mouvement, la détermination militante demeure. «Pompiers» ou «assistantes sociales» de ces tranches de vie quotidienne des temps de crise, gestionnaires malgré eux d'une société duale construite à coups de restructurations industrielles, de chômage, de remise en ordre des grands équilibres financiers..., les laissés pour compte du «peuple de gauche» laisseront-ils encore longtemps les technocrates, bureaucrates et notables de gauche, manipuler leur militantisme pour que passe la rigueur? Promoteurs d'innovations sociales, acteurs de pratiques alternatives, c'est avec eux, plus qu'entre les derniers vestiges des forces politiques organisées à la gauche de la gauche, que peut, que doit se «forger» le mouvement alternatif, avant que les sirènes rocardiennes ne les entraînent vers de nouveaux dévoiements.

Il faudra céder beaucoup de nos certitudes partisanes, rester fermes sur notre attachement à l'histoire, aux ideaux et aux combats du mouvement ouvrier et populaire, promouvoir le goût du collectif et le respect de nos différences... Mars 86 vient sans doute beaucoup trop tôt.

Alors, ne fantasmons pas. Ni en sous-estimant l'élément dynamique que serait l'élection de quelques députés alternatifs, ni en croyant que tout sera joué en mars 86. Les contacts multiples engagés dans les villes, entreprises et départements entre militants qui s'étaient ignorés ou opposés pendant si longtemps, le succès ponctuel des rencontres des pratiques alternatives du printemps, l'apport des non-violents, des non-alignés, des écologistes, les chassés-croisés avec les Verts, sont une première page balbutiante et sans doute fragile de l'accouchement du mouvement alternatif en France. Pas de quoi pavoiser, mais il serait ridicule de désespérer.

Le PSU s'est résolument engagé dans cette perspective, porteurs de l'autogestion socialiste comme alternative à la social-démocratie et au stalinisme, nous sommes prêts à confronter nos pratiques, nos orientations, nos espoirs avec tous ceux qui ne se résignent pas.

LCR

A. KRIVINE

Ligue communiste révolutionnaire

"Créer une force anticapitaliste unitaire, alternative à la gauche"

■ **Quelles sont vos options fondamentales? Comment définissez-vous votre identité?**

Dans la tourmente qui secoue tout le mouvement ouvrier, au nom d'échecs mal compris et peu maîtrisés, et qui aboutit à des remises en cause fondamentales de notions aussi importantes que «classe ouvrière», «crise révolutionnaire», «socialisme», «internationalisme», nous maintenons le cap. Il ne s'agit pas là d'une attitude frileuse ou dogmatique, mais d'un constat de militants qui n'ont jamais associé le stalinisme ou la social-démocratie au socialisme. Toutes les expériences en cours, nationales ou internationales, ne font que confirmer notre projet révolutionnaire. L'offensive en cours contre le marxisme ne s'appuie en effet aucunement sur ce qui serait un bouleversement fondamental des données de la lutte des classes mais sur l'échec de plus en plus patent de ceux qui depuis des décennies n'ont été que des caricatures du socialisme révolutionnaire. En ce sens, toutes les dérives auxquelles nous assistons ne sont que de pâles resucées des vieilles pratiques de collaboration de classes. Qu'il faille s'interroger sur les nouvelles formes de l'exploitation capitaliste et impérialiste est une nécessité, de même qu'on aurait tort de ne pas chercher à comprendre le pourquoi de la stagnation du courant révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés mais cela ne peut se faire qu'en gardant la boussole. Destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, pouvoir démocratique des travailleurs et internationalisme, voilà de façon lapidaire les principaux signes de notre carte d'identité.

■ **Quelle analyse faites-vous de la situation actuelle?**

Nous sommes aujourd'hui dans une période où la classe ouvrière est sur la défensive et où le rapport de forces s'est considérablement détérioré en sa défaveur. Les effets de la crise économique, l'offensive patronale, l'expérience de la gauche au pouvoir et la politi-

que menée par les dirigeants politiques et syndicaux ont plongé le mouvement ouvrier dans une situation de désarroi politique et de démobilisation rarement vue. Et face à cela, aucune alternative politique crédible n'apparaît à la gauche de la gauche officielle, tant sur le plan programmatique qu'organisationnel. La tâche de l'heure, croyons-nous, est d'enrayer les effets pervers et cumulatifs d'un tel blocage pour permettre à la classe ouvrière de reprendre confiance en ses forces, de reconstituer son potentiel de combat pour résister à toutes les offensives économiques, sociales, politiques et idéologiques qu'elle subit et préparer les conditions d'une contre-offensive. On assiste aujourd'hui à un véritable séisme dans le mouvement ouvrier avec un discrédit croissant de toutes les organisations dont nous avons sous-estimé l'ampleur et les rythmes. C'est dans ce cadre qu'apparaissent les premiers signes de recomposition. Une recomposition à froid, qui n'est portée par aucune mobilisation de masse, qui reste embryonnaire, hétérogène et qui sera lente. Le phénomène touche des militants qui ont traversé les expériences de grève générale en 68, puis du programme commun, puis de la victoire de la gauche et qui sans baisser les bras sont à la recherche d'une alternative face à tant d'échecs. Sans parler de la jeunesse qui, extérieure à tous ces bilans, se politise d'abord sur des thèmes humanistes (racisme, Tiers Monde, nucléaire). Bref, dans un climat complètement détérioré pour la grande masse des travailleurs, il importe de comprendre l'importance de phénomènes comme la crise du PC et du PS, le développement des oppositions syndicales, des mouvements comme SOS-Racisme, ou la force des thèmes écologistes.

■ Quelles sont vos perspectives pour 86 et l'après-86? Que signifie pour vous forger une alternative?

Nous pensons qu'il faut commencer à rassembler toutes les forces, tous ceux qui se situent à gauche de la gauche, considérant que l'éparpillement actuel ou l'unité ponctuelle sur telle ou telle campagne ne suffirait pas à créer un début de dynamique permettant, ce qui est notre but, de commencer à créer une force anticapitaliste unitaire, alternative à la gauche. Malgré le caractère embryonnaire de ces courants et leur hétérogénéité, il y a des préoccupations communes qui les motivent (contre l'austérité, le retour de la droite, le racisme, le nucléaire, l'anti-impérialisme, la volonté d'une politique en rupture avec la logique du profit). Nous voulons donc jeter les premières graines d'un rassemblement non cartellisé donnant toute sa place aux inorganisés qui ne veulent pas choisir tel ou tel parti, encore moins pour certains en construire aujourd'hui un nouveau mais qui dans un cadre unitaire fonctionnant au consensus sont prêts à débattre et à agir en commun. Le but n'est pas de se limiter aux militants organisés mais de s'appuyer sur ceux-ci pour s'adresser aux autres, il n'est pas non plus de se regrouper uniquement pour les élections mais de voir au-delà. Dans ces collectifs, chaque parti pourrait défendre ses propositions. Il existe une vingtaine de collectifs de ce type en France. Certains envisagent de se présenter aux élections régionales, d'autres pas. Malheureusement, les élections viennent trop tôt et il sera impossible de créer un cadre national unitaire pour les élections. En ce qui nous concerne, nous privilégions les législatives pour des raisons politiques mais nous soutiendrons aux régionales tous les regroupements à la gauche de la gauche en souhaitant que nos camarades de LO en fassent de même. Pour les législatives, seul LO semble prêt à y participer avec nous. C'est l'état actuel de la recomposition en cours. Fidèles à notre volonté de rassemblement avec toutes les forces disposées à y participer, nous proposerons donc à LO une campagne commune et des listes communes pour les législatives en regrettant que les rassemblements opérés dans plus de 20 villes ne puissent encore déboucher sur le plan des législatives. Nous avons beaucoup de désaccords avec LO et notamment sur la façon de traiter les phénomènes de recomposition, mais le fait d'aller ensemble aux législatives est le reflet d'accords fondamentaux entre organisations qui se réclament du marxisme révolutionnaire. En tout état de cause, avant, après et pendant les élections, nous continuerons cette bataille pour aider à construire une force alternative, tout en sachant qu'il s'agit d'une bataille de longue haleine, pleine d'embûches, vu nos traditions et nos expériences différentes. Mais il n'y a pas d'autre voie pour débloquer la situation à la condition, bien sûr, que ces regroupements arrivent à prendre corps dans des couches significatives de travailleurs.

PAC

P. BAUBY

Parti pour une alternative communiste

Pour une autre politique, pour une autre façon de la faire.

■ Quelles sont vos options fondamentales? Comment définissez-vous votre identité?

Nous nous définissons comme composante du mouvement ouvrier et populaire et plus précisément du mouvement communiste. Même si pour beaucoup ce terme renvoie à l'URSS, notre référence au communisme correspond à la fois à l'objectif fondamental, même si à long terme, de notre combat, aux luttes menées par les peuples aux quatre coins de la planète et aux réalisations faites en son nom, qui nécessitent analyse critique approfondie pour en tirer toutes les leçons.

Mais l'essentiel consiste pour nous de partir des réalités de la France et du monde des années 80 pour forger des réponses nouvelles et adaptées, tant idéologiques que politiques et organisationnelles. Cela implique plus que des dépoussiérages, mais de profondes remises en cause dans tous les domaines, pour contribuer au renouveau du communisme et au renouveau du mouvement ouvrier et populaire.

Bien loin de prétendre avoir réponse à tout, nous pensons avoir défini quelques points qui nous apparaissent clés pour ce renouveau. Citons en particulier :
— la caractérisation de la France comme pays impérialiste et la nécessité de réfléchir et d'agir en termes de rupture avec l'impérialisme dans la recherche d'un nouveau mode de développement et d'une alliance nouvelle avec les peuples et pays du Tiers Monde, reposant sur le non-alignement ;
— le rejet de la conception « classique » des alliances, en tant que tactique de rassemblement autour de soi et rejet de tous les autres dans la cible, et la définition d'une conception stratégique des alliances dans le respect de la diversité des intérêts, aspirations et expériences, pour rassembler l'immense majorité contre une cible réduite, le capital. Ainsi, l'unité des travailleurs nécessite de partir de la diversité des situations, intérêts et revendications spécifiques et d'agir pour l'égalité des droits (entre Français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, emplois stables et précaires...) ;
— l'insistance sur une nouvelle façon de faire de la politique, en rejet des pratiques politiciennes, de l'hégémonisme, des exclusives, des cartels, des manœuvres d'appareil ;
— la caractérisation de l'URSS comme superpuissance rivalisant avec l'autre superpuissance, les USA, pour l'hégémonie mondiale, et la place fondamentale du Tiers Monde dans le combat pour la paix, l'indépendance et la libération, ce qui implique solidarité active à ses combats.

■ Quelle analyse faites-vous de la situation actuelle?

Ces dernières années, nous parlions de situation de défensive des travailleurs et du mouvement ouvrier et populaire, sous l'effet conjugué de l'offensive du capital, des profondes mutations économiques, sociales et culturelles, et des stratégies mises en œuvre par le PS et le PCF. Aujourd'hui, cela ne suffit plus pour caractériser la situation. C'est de crise généralisée dont il faut parler, de situation de défaite.

Constatons l'ampleur des reculs enregistrés par les travailleurs sur le chômage et la précarisation de l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale. Observons l'accentuation du processus de décomposition du mouvement ouvrier et populaire, qu'il concerne les organisations politiques, syndicales ou associatives. Soulignons l'étendue du désarroi, du repli sur soi, de l'absence de perspectives et de la déstabilisation des références au sein du mouvement ouvrier et populaire. Analysons sans esquive l'échec de l'extrême-gauche, son incapacité à répondre à la situation.

Bien loin d'atténuer ces phénomènes, la mise en œuvre depuis 81 de la stratégie du PS et du modèle de changement de la gauche les a accentués. Même si des éléments nouveaux, porteurs d'avenir, tendent à se développer — dans le mouvement de la jeunesse, certains aspects du mouvement militant issu de mai 68 et des luttes de l'après-68, les mouvements qui traversent les grandes organisations politiques, syndicales et associatives — ils restent encore bien ténus et fragiles.

Nous n'avons pas touché le fond de la crise du mouvement ouvrier et populaire. Les forces du capital ne recherchent pas aujourd'hui un nouveau compromis mais une victoire sur toute la ligne, comme en témoignent la radicalisation d'ensemble de la droite et de ses extrêmes, leurs projets pour l'après-86, alors que les capacités de résistance des travailleurs continuent de reculer.

■ Quelles sont vos perspectives pour 86 et l'après-86? Que signifie pour vous forger une alternative?

Forger une alternative politique est tout à la fois définir une autre politique, mettre en œuvre une autre façon de la faire, s'attaquer à l'élaboration d'un nouveau modèle de changement. Tâche ambitieuse et de longue haleine qui dépasse, et de loin, l'échéance de 86.

Il ne s'agit pas de rééditer la construction d'un pôle d'extrême-gauche, même un peu rénové, regroupant en fait les misères et les échecs de chacun. Il s'agit de prendre la mesure de la crise globale du

mouvement ouvrier et populaire et de l'ensemble de ses composantes, d'opérer les remises en cause qui s'imposent dans tous les domaines, de briser la logique de minorisation et de multiplier les occasions de rencontres, de confrontations, d'actions communes sur le terrain, entre tous ceux qui sont à la recherche d'une issue à la crise, qu'ils soient organisés, y compris dans la gauche dite « institutionnelle », ou l'aient été, qu'ils participent aux combats politiques, syndicaux, associatifs, écologiques.

Les élections de 86 sont un point de passage obligé dans cette démarche qui vise, à terme, à la recomposition du mouvement ouvrier et populaire sur un nouveau modèle de changement. A la fois date-sanction de l'exercice du pouvoir par la gauche et date-enjeu face à la radicalisation de la droite et la poussée de ses extrêmes, les élections de 86 nécessiteraient des alliances larges et solides, intégrant toutes les composantes, forces, mouvements et militants en quête d'une alternative, et dépassant largement les forces aujourd'hui organisées. Il est clair que les conditions n'en sont pas réunies au plan national. Par contre, dans plusieurs villes, départements et régions cette perspective reste ouverte, en particulier pour les élections régionales, et nous gardons le cap sur cet objectif. De toute façon, les efforts faits dans ce sens seront des acquis pour préparer les batailles difficiles que nous aurons à mener ensemble après 86 et dans la perspective de l'alternative politique.

chaque mois TRAVAILLEURS

chaque semaine Flash Alternative

Je désire
☐ prendre contact avec le PAC
☐ recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS
☐ m'abonner un an (150,00 F) ☐ six mois (80,00 F)

Nom et prénom .....

Adresse et code postal .....

.....

Entreprise .....

à retourner à : PRESSE D'AUJOURD'HUI
B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20

Travailleurs : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20 – Tél. 16 (1) 43 66 71 53 – Directeur de publication : M. Cuisinier – Abonnement un an : 100,00 F – Commission paritaire n° 10402 – Imprimerie Presse d'Aujourd'hui : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20